

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille Cedex

Lille, le 09/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **INVER FRANCE SAS**

2 rue Jean Devaux  
BP 80088  
79100 Thouars

Références : -  
Code AIOT : 0007003378

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement INVER FRANCE SAS implanté CRT n°4 de Lesquin 332, rue des Hauts de Sainghin 59273 Fretin. L'inspection a été annoncée le 12/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel des contrôles de la DREAL 2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INVER FRANCE SAS
- CRT n°4 de Lesquin 332, rue des Hauts de Sainghin 59273 Fretin
- Code AIOT : 0007003378

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe italien INVER, fabricant historique de peintures liquides et poudres, a été racheté en 2013 par le spécialiste américain des revêtements VALSPAR. En juin 2017, VALSPAR a fusionné avec SHERWIN-WILLIAMS (siège à Cleveland aux États-Unis). Aujourd'hui, INVER FRANCE fait partie de la division industrielle de SHERWIN-WILLIAMS.

SHERWIN-WILLIAMS dispose de 3 sites de production en France : le site de Thouars spécialisé dans les peintures en poudres, le site de Tournus spécialisé dans les peintures liquides et le site de Nantes sur le secteur alimentaire.

La société INVER FRANCE a commencé par louer une partie du bâtiment (hors hall) pour des activités de distribution de peintures en poudre et une petite activité de fabrication de peintures (liquides en petits fûts de 25 l au maximum et poudres) en 2015. La société loue l'ensemble du site depuis fin 2018. Suite à l'acquisition d'un nouveau marché, la société a débuté en 2019 une activité de fabrication de peintures liquides en fûts de 200 l.

Les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/03/2005 et relèvent du régime de l'autorisation pour les rubriques 1432 et 1450.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article L181-14	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de modifications des conditions d'exploitation depuis 2020 sans que ces dernières n'aient été portées à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article L181-14 du code de l'environnement.

A noter que d'autres modifications intervenues antérieurement en 2018 ont fait l'objet d'un dossier de porter-à-connaissance dont la demande de compléments est restée sans réponse.

L'Inspection propose à monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de son installation en déposant un dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation sous 3 mois.

En outre l'Inspection demande à l'exploitant de justifier l'absence de schéma de maîtrise des émissions au regard des contrôle des rejets de ses installations et de transmettre le plan de gestion des solvants sous 2 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2020, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, modification des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 26/09/2019, le nouvel exploitant avait indiqué que de nombreuses modifications et projets étaient en cours qui venaient modifier le contenu du dossier de porter-à-connaissance du 19/12/2018 relatif au projet de mise en service d'une installation de mélange de peinture à froid.  A l'issue de cette visite, l'Inspection demandait à l'exploitant de modifier et de compléter le dossier de porter-à-connaissance pour y inclure les évolutions liées soit aux changements de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, soit aux modifications apportées à l'exploitant lors de la reprise du site.  A ce jour, l'exploitant n'a déposé aucun dossier de porter-à-connaissance visant à régulariser les activités exercées sur son site.  Lors de la visite d'inspection du 26/01/2026, l'exploitant a présenté des évolutions du site en matière de stockage de produits finis de peinture destinés à la grande distribution. Des racks ont été installés dans le hall de chargement courant 2022-2023. Ces modifications des conditions d'exploitation du site n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

Avis de l'inspection :

Compte tenu de l'absence de régularisation des activités du site depuis la demande d'éléments complémentaires en date du 26/09/2019 et des nouvelles modifications portées aux installations courant 2022-2023, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de déposer un dossier de porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires afin de pouvoir statuer sur la nature des modifications tout en mettant à jour le classement des activités du site dans un délais de 3 mois.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de déposer un dossier de porter-à-connaissance au préfet du Nord avec tous les éléments d'appréciation concernant les modifications portées aux installations en intégrant les évolutions réglementaires dans les meilleurs délais et sous 3 mois.

**Une proposition de mise en demeure en ce sens est jointe au présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Plan de gestion des solvants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

**Prescription contrôlée :**

**Cas général**

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.

La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :

a) Le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) en COV, exprimé en carbone total, dépasse :- 15 kg/h dans le cas général ; - 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est

nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées ;

b) Le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).

Toutefois, en accord avec le préfet, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions sauf en cas d'utilisation d'un équipement d'épuration. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :- au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

Dans le cas où le flux horaire total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés) sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV et les composés effectivement présents.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'un plan de gestion des solvants était en cours d'élaboration au regard du classement des activités sous la rubrique 1978 à déclaration et qu'il serait transmis à l'inspection dès qu'il aura été finalisé.

L'Inspection a interrogé l'exploitant quant à l'existence d'un schéma de maîtrise des émissions. L'exploitant a répondu qu'il n'était pas prévu d'en établir un pour le site.

#### **Avis de l'inspection :**

Le plan de gestion est effectivement à produire au regard du classement de l'activité sous la rubrique 1978 à déclaration.

Cependant, les dispositions de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prévalent sur les dispositions de l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions de l'arrêté enregistrement s'appliquent et prévoient, dans des conditions similaires, la production d'un plan de gestion des solvants et sa transmission annuelle dans la mesure où la consommation annuelle des solvants dépasse 30 tonnes.

L'inspection n'a été destinataire d'aucun plan de gestion des solvants.

En outre, l'absence de mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions doit être justifié en

comparant les résultats des contrôles des rejets atmosphériques aux VLE applicables prévues aux articles 48 à 52 de l'arrêté ministériel du 01/06/2015.

A noter que le dossier de porter-à-connaissance à constituer doit examiner la conformité réglementaire des installations à l'arrêté ministériel du 01/06/2015, notamment sur cet aspect.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des activités du site, les installations sont principalement classées au titre de la rubrique 4331 sous le régime de l'enregistrement.

L'Inspection demande à l'exploitant de justifier de l'absence d'élaboration d'un schéma de maîtrise des émissions de COV au regard des volumes d'activités de ses installations et des résultats des contrôles de ses rejets atmosphériques démontrant le respect des VLE de l'arrêté ministériel du 01/06/2015 et de transmettre le plan de gestion des solvants du site sous un mois, puis prévoir une mise à jour ainsi que sa transmission à l'inspection annuellement.

L'Inspection demande également à ce que ces éléments soient intégrés au dossier de porter-à-connaissance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois